

Ciné-Bulles

Entretien avec Thomas Standerup

Janine Euvrard et Michel Euvrard

Volume 13, numéro 1, hiver 1994

URI : id.erudit.org/iderudit/33932ac

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

ISSN 0820-8921 (imprimé)

1923-3221 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Euvrard, J. & Euvrard, M. (1994). Entretien avec Thomas Standerup. *Ciné-Bulles*, 13(1), 34-35.

Tous droits réservés © Association des cinémas parallèles du Québec, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

«Il ne faut pas avoir peur de la télévision.»

Thomas Standerup

par Janine Euvrard

Lors du Festival de Lussas (France), nous avons rencontré Thomas Standerup, directeur du programme *Documentary*, une initiative de la Communauté économique européenne (C.E.E.) pour favoriser la production de documentaires et sa mise en marché. Avant de devenir «eurocrate», Thomas Standerup, après des études en philosophie, en économie et en cinéma, fut documentariste, scénariste de films de fiction et réalisateur à la télévision danoise. Il partage son temps entre Copenhague, où sont situés les bureaux de *Documentary*, et les autres pays membres de la C.E.E.

Ciné-Bulles: Vous êtes directeur de *Documentary*; quels sont les objectifs et en quoi consiste le travail de cet organisme?

Thomas Standerup: Le programme «Media» de la Communauté européenne a déjà une longue histoire, mais *Documentary*, qui en fait partie, a été lancé il y a trois ans. Nous voulions mettre sur pied un organisme capable de renforcer la position du documentaire en Europe. Celui-ci, qu'on le veuille ou non, est presque totalement dépendant de la télévision. Avec l'explosion du marché, l'arrivée des chaînes commerciales et du câble, la situation était devenue dramatique. L'ancien système des télévisions de service public qui avaient l'obligation de programmer des documentaires s'est effondré; les télévisions publiques se sont lancées dans une concurrence acharnée avec les nouvelles chaînes commerciales. Quand on ouvrait le poste à 19 h ou à 20 h, on voyait la même sorte de jeu télévisé ou d'émission de variétés sur toute les chaînes. Celles-ci avaient retiré les documentaires de la grille, ou les programmaient très tard le soir; elles les payaient moins cher et elles avaient arrêté de les financer.

Telle était la situation vers 1989. Comme le programme «Media» est une commission européenne, les documentaristes sont venus à Bruxelles se plaindre qu'il y avait des programmes de soutien aux films de fiction, à l'animation, à la distribution, mais rien pour le documentaire. Après quelques bagarres prévisibles, nous avons réussi à mettre sur pied, sous le parapluie de «Media», ce projet d'aide au documentaire de création.

Le premier objectif était d'aider au développement de projets de films, le second d'aider à la promotion de films terminés, avec la perspective d'une action beaucoup plus large.

Nous avons donc recruté un Conseil d'administration composé exclusivement de réalisateurs et de producteurs de documentaires, des gens sérieux et expérimentés, et nous nous sommes mis en rapport avec les documentaristes de tous les pays de la Communauté, en leur proposant de nous présenter des projets. En 16 mois, nous avons reçu 751 projets, et aidé au développement de 160.

Ciné-Bulles: De quelle façon?

Thomas Standerup: Nous sommes fatigués en Europe de voir 70 p. 100 de produits américains, aussi l'objectif de «Media» est-il d'augmenter à la fois la quantité et la qualité de la production audiovisuelle, et la première façon de le faire est d'aider au développement de projets. Nous ne sommes pas autorisés à produire directement, mais nous recevons et considérons des projets, et nous disons: «D'accord, nous prenons le risque, nous mettons de l'argent dans le projet». Si le projet n'aboutit pas, nous n'exigeons pas de remboursement; s'il aboutit, l'argent doit être remboursé, sans intérêt, au bout de six mois.

Ciné-Bulles: C'est-à-dire que la somme prêtée doit être comptabilisée dans le budget du film?

Thomas Standerup: C'est cela; nous ne sommes pas une banque, nous prenons un vrai risque. Environ 40 p. 100 des projets que nous soutenons se réalisent, les autres échouent généralement faute de financement.

La deuxième forme d'aide est très simple: vous avez réalisé un documentaire pour telle ou telle chaîne, mais comme producteur vous avez conservé un certain nombre de droits; vous avez donc besoin de constituer un matériel de promotion — versions



Thomas Standerup (Photo: Janine Euvrard)

sous-titrées, cassettes vidéo, affiches, peut-être même une bande de lancement — et de proposer votre film dans des festivals et des marchés du film. Pour cela aussi, nous prêtons de l'argent, qui doit être remboursé seulement une fois que vous avez récupéré votre propre mise de fond dans la promotion; après cela, si vous faites des ventes, il faut nous rembourser. Nous prenons donc là aussi un risque.

Enfin, nous venons de nous lancer dans une troisième activité, encore plus importante à mon avis que les deux autres, même s'il n'y a pas d'argent distribué. Elle est liée à ce que je disais plus tôt sur les taux d'écoute. Le documentaire a retrouvé une fenêtre dans les télévisions européennes; les chaînes ont découvert qu'il y avait une audience pour le documentaire, que les gens n'ont pas tous envie de voir à la même heure 11 émissions de variétés, qu'ils veulent autre chose.

Mais il est difficile pour une chaîne de fournir seule le financement d'un documentaire; même en Angleterre, où Channel Four finançait les films à 100 p. 100, c'est fini, ils ne paient plus que 30 à 50 p. 100. En face, il y a cette multitude de petites compagnies et de cinéastes indépendants. Comment les mettre en rapport de façon à ce que le plus grand nombre possible de films soit financé et produit?

Nous avons donc mis sur pied un premier «Forum du documentaire» qui va se tenir en décembre à Amsterdam dans le cadre du Festival du film. Nous y mettrons en présence les producteurs et réalisateurs d'environ 80 à 90 projets qui ont déjà 25 p. 100 de leur financement et un diffuseur, et des représentants de toutes les chaînes non seulement européennes, mais canadiennes, australiennes, etc. et nous espérons qu'ils se parleront et qu'ils mettront sur pied des coproductions. La réaction des télédiffuseurs et des producteurs semble très positive; il est en effet difficile à un petit producteur indépendant d'entrer en contact avec les dirigeants des chaînes susceptibles de s'intéresser à un film. Ce sont des gens difficiles à joindre au téléphone!

Ciné-Bulles: *Les projets doivent-ils avoir un caractère international ou européen, soit par le sujet, soit par la production? La nature de l'institution pourrait le faire croire.*

Thomas Standerup: Non, ce n'est pas une condition au départ; nous sommes plutôt favorables aux coproductions nationales, entre partenaires d'un même pays.

Ciné-Bulles: *Vous faites preuve d'un certain optimisme quant à une renaissance du documentaire; pensez-vous que la construction de l'Europe va améliorer la situation, dans les pays nordiques par exemple?*

Thomas Standerup: Je suis relativement optimiste. La situation est complexe, parce que le documentaire de création est du cinéma, et qu'il n'existe pas un public de cinéma suffisant pour financer la production. Il y a un public, et j'applaudis aux initiatives qui tentent de ramener le documentaire dans les salles, comme «Documentaire sur grand écran» en France, mais je pense qu'il ne faut pas avoir tellement peur de la télévision; il faut plutôt la considérer comme une chance, comme une vitrine vide, intéressante par l'étendue de son public. Une seule diffusion d'un documentaire peut toucher des centaines de milliers de gens, même si ce n'est pas la même expérience que dans une salle.

En outre, je suis persuadé qu'on va assister à une spécialisation, qu'il va se créer des fenêtres pour ce genre de films, et à l'avenir elles ne s'ouvriront pas seulement pour le public d'un seul pays, mais pour celui de tous les pays d'Europe; elles seront assez grandes pour peser d'un certain poids économique, et cela ouvrira des possibilités de financement. Il y a d'ailleurs dans les différentes chaînes européennes beaucoup de gens intéressés à ce que cela arrive.

Ciné-Bulles: *Peut-on dire, selon vous, que la télévision, considérée par beaucoup comme une menace pour le cinéma de fiction en raison des contraintes de contenu et de style de réalisation qu'elle impose, pourrait jouer un rôle positif dans la relance du documentaire?*

Thomas Standerup: Ce sur quoi j'aimerais insister, c'est la présence d'une audience, d'une possibilité de communication, et le besoin pour nous, cinéastes de documentaires, de communiquer sur une base aussi large. La télévision, c'est de l'information à toutes les heures, à toutes les minutes, cela entre par une oreille et ressort par l'autre... Le documentaire peut apporter un espace de réflexion, et nous vivons en Europe un moment où s'impose le besoin de réfléchir, de découvrir des idées et des concepts pour l'avenir, parce que c'est une période de changements dramatiques. On peut vraiment dire que le documentaire de création est non seulement possible, mais nécessaire; il est tellement clair qu'il faut faire quelque chose que sans doute cela se fera. ■

Traduit de l'anglais par Michel Euvrard